

Source : <https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/france-insoumise-capitalisme-leurope-analyse-discours-de-jlm-samedi-25-novembre-2017/>

La France Insoumise, le capitalisme et l'Europe : analyse du discours de JLM le samedi 25 novembre 2017



Les samedi et dimanche 25 et 26 novembre s'est tenue la troisième convention nationale de la [France insoumise](#) à Clermont-Ferrand, marquée notamment par l'intervention de Jean-Luc [Mélenchon](#) en ouverture des travaux. Un discours d'un peu plus d'une heure qui a été l'occasion d'aborder notamment la question européenne.

L'Union Européenne du Capital contre les peuples

Signalons d'entrée que nous ne pouvons qu'adhérer à de nombreux constats sur la nature du capitalisme : difficile de contester que « *Non, la France n'est pas vouée aux riches et nous n'avons pas besoin d'eux !* », que l'argent va « *en direction d'une classe sociale qui pour l'instant s'est comportée en pur parasite, sans rien apporter au bien-être de la nation* » (à vrai dire, depuis toujours) ou que « *la prochaine explosion est à l'ordre du jour parce que le capitalisme est incapable de se corriger, incapable de se maîtriser parce qu'il repose entièrement sur la conjugaison des intérêts particuliers sans jamais se soucier de l'intérêt général parce qu'il pense que l'intérêt général va résulter mécaniquement de l'addition des intérêts particuliers* ». Et d'ajouter : « ***C'est la raison pour laquelle nous sommes fondamentalement une force anticapitaliste pour la raison que nous sommes fondamentalement une force humaniste, c'est-à-dire celle qui se préoccupe de l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature, toute chose à jamais incompréhensible pour le capitalisme de notre époque*** » (plus justement, pour le capitalisme tout court, quelle que soit l'époque). Quel communiste peut refuser de tels propos que l'on peine à entendre de la part de la direction du PCF-PGE ?!

De même, nous approuvons la dénonciation du saccage de la culture, des sports, de la laïcité (et par là-même), de l'école, du code du travail ou de la Sécurité sociale, le ciment même d'une République sociale. Nous approuvons la condamnation de l'état d'urgence qui tue les libertés syndicales et le refus d'une agriculture productiviste détruisant la santé

et la vie humaines. Nous approuvons le combat mené en faveur d'un véritable combat contre la mise à mort du système climatique. Et en effet, **« il n'y a qu'une seule communauté politique, la République »**, la République socialiste ajoutons-nous car le capitalisme est par définition antirépublicain puisque tourné vers la seule logique d'accumulation primitive du capital aux mains d'une classe prédatrice détestant la chose publique, et encore plus la chose commune.

Nous nous réjouissons également que JLM partage le constat que **« ce pouvoir, qui applique la feuille de route de la Commission européenne, est hostile à la commune, à l'existence des communes, au profit d'entités massives qui pompent, épuisent tout le tissu humain, social, politique, des agglos, des supers agglos »** et que **« la commune est la base de la liberté des Français »**. Fidèle à l'héritage du mouvement des communes refusant la toute-puissance des grands seigneurs médiévaux, de la Commune jacobine des sans-culottes de 1793 et de la Commune républicaine et socialiste de 1871, le PRCF ne peut qu'approuver cette condamnation de l'euro-dissolution de la France, découpée en Euro-Länder et en immenses métropoles reconstituant les grandes féodalités médiévales et accélérant l'euro-balkanisation bien entamée en Europe (Catalogne, Italie du Nord, Flandre..) et en France (Corse). Et comme l'ajoute JLM plus tard dans son discours : **« Pour nous républicains, pour nous héritiers de la grande Révolution de 89, la seule souveraineté que nous connaissons, c'est la souveraineté du peuple »**.

« L'Europe va mal » ajoute JLM, précisant ainsi : **« La cause des nationalismes de notre époque est dans la misère qui a été répandue par la politique qui a été appliquée par l'Union européenne »**. Là encore, nous partageons pleinement ce constat que l'UE est bel et bien l'une des responsables majeures de la montée des forces d'extrême droite en Europe, au point que la chasse aux sorcières anticommuniste sévit en Pologne (où d'ailleurs l'extrême droite fasciste, anticommuniste, raciste et antisémite peut rassembler plus de 60.000 personnes à Varsovie le 11 novembre dernier sans que cela n'émeuve particulièrement la « communauté européenne »...) et que les anciens Waffen-SS défilent tranquillement dans les pays baltes comme en Lettonie.

Enfin, JLM condamne la fumisterie démocratique du Parlement européen, la qualifiant même d'**« institution ennemie »** en proclamant : **« Ne venez pas nous dire que le Parlement européen est une forme de la démocratie du peuple européen »** (il n'existe toutefois pas de peuple européen mais DES peuples en Europe) car **« il ne peut pas discuter du budget autrement que pour l'approuver ou le repousser, il n'a jamais l'initiative des lois »**. Et il est en effet indispensable de démonter le mythe de « l'Europe sociale », sempiternellement ressorti comme lors du « Sommet (anti-)social » de Göteborg et malheureusement entretenu par les directions euro-formatées des appareils politiques et syndicaux, respectivement affiliés au Parti de la gauche européenne (PGE) ou à la Confédération européenne syndicale (CES). Tous ces éléments doivent être salués comme il se doit.

Attention, l'Union Européenne n'est pas réformable !



Cependant, nous devons mettre en garde nos camarades de la France insoumise contre le danger de proposer de « produire une autre Union européenne » ou de « changer les statuts de la Banque centrale européenne ». Certes, cela renvoie à la stratégie du plan A/plan B que JLM a de nouveau évoquée ce samedi. Mais cette stratégie se heurte à une réalité décisive : **les traités européens ne peuvent être modifiés qu'à l'unanimité des États et des Parlements nationaux et avec l'aval des institutions antidémocratiques dénoncées par JLM lui-même**. Quand bien même la France représente un poids politique et économique (vampirisé par les institutions européennes, l'OTAN et le capitalisme), il est illusoire et contre-productif de penser que des négociations en faveur d'une réforme en profondeur des traités européens puissent aboutir, lesdites négociations risquant au contraire d'affaiblir davantage le mouvement populaire pendant d'interminables semaines comme cela fut le cas en Grèce en 2015. **Autrement dit, il n'existe qu'un plan A, et il consiste en un [Frexit](#) progressiste.**

C'est pourquoi en effet « ***il est donc temps de tourner la page*** », non pas de « l'Europe des riches », « l'Europe du capital » ou « l'Europe de la Défense » justement condamnées par JLM, **mais avec l'UE tout court**. Et quand bien même cet objectif n'interviendrait que dans la logique de la stratégie du plan A/plan B, il est indispensable dès lors de souligner également ce qui nous apparaît être une erreur stratégique : la présentation d'une liste France insoumise aux [élections européennes](#) de 2019, et l'hypothèse d'une liste transnationale. JLM a tout à fait raison de souligner que « ***la prochaine élection européenne va être un référendum sur la question européenne*** » et que pour cela, « **il faut sortir du carcan, il faut BRISER LES CHAÎNES** » : rendons à César ce qui est à César et au PRCF ce qui est au PRCF, c'est exactement ce que ne cessent de défendre depuis 2004 les militants du Pôle avec leurs slogans, leurs tracts et leurs affiches fleurissant partout et diffusant clairement le message : « **BRISONS LES CHAÎNES DE L'UNION EUROPEENNE !** ».

Brisons les chaînes de l'Union Européenne

Mais pour « briser les chaînes », encore faut-il affaiblir l'Union européenne avec tous les instruments réalistes à notre disposition, à commencer par le plus fort symboliquement et politiquement : celle du boycott des élections européennes. Plus l'abstention sera forte, plus l'illégitimité démocratique de l'UE sera claire, comme cela est déjà le cas de l'actuelle majorité gouvernementale approuvée par à peine plus de 10% du corps électoral en juin dernier avec une abstention record de 57%... soit autant que l'abstention aux élections européennes de 2014 ! Déjà, le PRCF avait mené campagne pour le boycott de ces élections qui, de toute façon, ne donnent aucun pouvoir au Parlement où les directives de la Commission européenne sont approuvées mécaniquement (toutes choses justement signalées par JLM) et où, de surcroît, la camisole de force des traités doit être respectée, comme l'avait si bien déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker (par ailleurs expert en défiscalisation pour les grandes multinationales...) en janvier 2015 : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* ».



Ce boycott serait d'ailleurs plus porteur pour la France insoumise et toutes celles et tous ceux désireux de « briser les chaînes » : **il rencontrerait un grand écho au sein des classes populaires, des ouvriers qui ont rejeté la Constitution européenne à 79% le 29 mai 2005, des travailleurs très majoritairement hostiles à une UE dont ils souhaitent de plus en plus sortir totalement et définitivement.** Il permettrait de rassembler de larges couches du peuple français au sein d'un vaste Front antifasciste, patriotique, progressiste et écologiste, un FRAPPE créant un rapport de force favorable au peuple ne serait-ce que pour donner du poids à la stratégie plan A/plan B portée par JLM, et plus sûrement **pour aller progressivement vers le FREXIT PROGRESSISTE, véritable tremplin pour la construction du socialisme en France.** Il renforcerait considérablement l'influence des idées progressistes tout en décrédibilisant encore plus la fausse opposition du Front national, parti européiste depuis toujours qui se nourrit des subventions et indemnités européennes et qui a entretenu le discours mensonger de la sortie de l'UE et de l'euro avant de revenir à sa position naturelle et originelle raciste, antipopulaire, anticommuniste et profondément capitaliste, comme en témoignent les

récentes déclarations de ses dirigeants. **Quant à la volonté de construire une « autre Europe », elle doit laisser place au vrai projet humaniste : l'Internationale.**

Espérons que nos camarades de la France insoumise, de plus en plus hostiles à l'UE totalitaire, capitaliste et atlantiste, comprendront que le choix du boycott des élections européennes est un choix tout autant stratégique que politique et idéologique, traduisant à la fois le refus de cautionner la dictature de l'UE, la possibilité de disposer d'une arme pour créer un rapport de force en faveur de la stratégie du plan A/plan B, et encore plus notre volonté inébranlable d'appliquer notre plan A : sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme !